

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/JV

**Arrêté préfectoral imposant à la société EQIOM
des prescriptions complémentaires relatives au traitement des eaux,
à l'acceptation de nouveaux déchets et à la modification du périmètre de son installation
pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à DUNKERQUE**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment le titre VIII du livre 1^{er}, les titres I et II du livre II et le titre 1^{er} du livre V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2003 accordant à la société CIMENT DES FLANDRES l'autorisation de mettre en place deux unités de broyage et de séchage de laitiers et de clinkers sur le territoire de la commune de DUNKERQUE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 juin 2008 imposant à la société HOLCIM FRANCE des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé sur le territoire des communes de SAINT-POL-SUR-MER et DUNKERQUE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 février 2011 imposant à la société HOLCIM FRANCE des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé sur le territoire des communes de SAINT-POL-SUR-MER et DUNKERQUE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le courrier de 8 mars 2006 de la société HOLCIM France informant le préfet du Nord du changement de dénomination sociale de la société CIMENT DES FLANDRES ;

Vu la demande de changement d'exploitant au profit de la société EQIOM du 30 novembre 2015 ;

Vu le porter-à-connaissance du 27 avril 2023 « Collecte eaux décantation laitier brut ; acceptation nouveaux déchets » transmis par l'exploitant au préfet du Nord le 10 mai 2023 ;

Vu le porter-à-connaissance référencé « 2406HSECO000059 », modifié le 31 mars 2025 (version 3) relatif à la modification de l'emprise ICPE du site ;

Vu le rapport du 15 mai 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 26 septembre 2025 ;

Vu l'absence d'observation et l'accord de l'exploitant transmises par courriel du 6 octobre 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. les modifications du site EQIOM de DUNKERQUE n'ont pas un caractère substantiel, mais nécessitent d'actualiser les dispositions applicables à l'établissement ;
2. il est nécessaire, par souci de simplification et de compréhension, d'abroger les dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs afin de reprendre par arrêté préfectoral complémentaire l'ensemble des prescriptions ;
3. les prescriptions du présent arrêté visent à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 – Exploitant titulaire de l'autorisation

La société EQIOM, (SIREN 377917067), dénommée ci-après l'exploitant, dont le siège social est situé au 10 avenue de l'Arche à 92400 COURBEVOIE, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de 59140 DUNKERQUE à l'adresse route du fossé défensif, les installations détaillées dans les articles suivants. Ces installations sont régulièrement autorisées depuis le 9 décembre 2003.

Article 1.1.2 – Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes et parcelles suivantes :

Communes	Section	Parcelle	Surface cadastrale	Surface ICPE
Dunkerque	AB	540 AB 58	14 549	1 998
		000 AB 22	65 019	24 487
		000 AB 24	3 760	767
		540 AB 54	43 794	22 922
Superficie totale :				50 131

Voir plan de l'installation en annexe.

Cette localisation est applicable après évacuation du site des terres contaminées de la butte et de la zone P10 vers des filières de traitement ou de stockage adaptées conformément à la page 26 de l'EQRS référencée N° d'affaire : 2407A1427000021, N° chrono : N° A1427/24/154 transmise le 24 septembre 2024.

La localisation du site est celle prévue par l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2003 jusqu'à évacuation des terres susmentionnées.

CHAPITRE 1.2 – NATURE DES INSTALLATIONS

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques n° 2515 2711 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant supérieure à 10 t/j.	Broyeur déchets non dangereux non-inertes	Inférieur à 75 t/j (seuil rubrique 3532)	A

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2515	<p>Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation.</p> <p>La puissance installée de l'ensemble des machines concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW.</p>	Broyeur matériaux et déchets inertes	3400 kW	E

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

CHAPITRE 1.3 – CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

CHAPITRE 1.4 – CESSATION D'ACTIVITÉ ET REMISE EN ÉTAT

L'usage futur du site en cas de cessation est un usage industriel.

CHAPITRE 1.5 – DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

CHAPITRE 1.6 – INSTALLATIONS VISÉES PAR LA NOMENCLATURE ET SOUMISES À DÉCLARATION, ENREGISTREMENT OU AUTORISATION

À l'exception des dispositions particulières visées au titre 7 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE au chapitre 1.2 ci-dessus.

Arrêtés applicables :

Date	Arrêté
23/01/1997	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
02/02/1998	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
04/10/2010	Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
26/11/2012	Arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 »

TITRE 2 – PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

CHAPITRE 2.1 – CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1 – Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible
Conduit N° 1	Générateur d'air chaud dépoussiérage du broyeur de laitiers	17 MW -	Gaz naturel -

Article 2.1.2 – Conditions générales de rejet

N° de conduit	Hauteur en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s
Conduit N° 1	58	200 000	8

CHAPITRE 2.2 – LIMITATION DES REJETS

Article 2.2.1 – Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Article 2.2.1.1 – Émissions canalisées

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Paramètre	Conduit 1 (concentration maximale autorisée en mg/Nm ³)
Poussières, y compris particules fines	30
NO _x en équivalent NO ₂	300

Ces valeurs sont rapportées aux conditions suivantes :

- gaz sec ;
- température 273 K ;
- pression 101,3 kPa.

Les entrées d'air doivent être limitées à ce qui est nécessaire au bon fonctionnement des installations.

CHAPITRE 2.3 – LIMITATION DES ÉMISSIONS DE POUSSIÈRES DIFFUSES

Article 2.3.1 – Généralités

Afin de fiabiliser les différents procédés et dispositifs de prévention ou de dépollution concourant au traitement des sources de poussières tels que :

- les capotages et autres organes de confinement ;

- le nettoyage régulier des sols et surfaces empoussiérées ;
- l'étanchéité des conduites d'acheminements des effluents empoussiérés ;
- la filtration des effluents...

L'exploitant s'assure à tout moment :

- que ces procédés et dispositifs sont régulièrement surveillés, inspectés et maintenus en bon état ;
- que les personnels concernés ont reçu les consignes et instructions opératoires correspondantes ;
- que ces personnels sont suffisamment formés pour en assurer leur mise en œuvre ;
- qu'il dispose à tout moment dans l'unité de réserves suffisantes de produits ou matières consommables participant aux procédés ou concourant à leur bon fonctionnement.

Article 2.3.2 – Stockages

Les stockages des produits susceptibles de générer des envols de poussières doivent être confinés par une méthode adaptée (récipients, silos, bâtiments fermés...).

En particulier :

Le gypse est stocké sous bâtiment couvert et fermé ou en silos. La quantité maximale de stockage est de 800 tonnes.

La quantité maximale de matériaux et déchets inertes (non broyés) stockée sur le site est de 40 000 tonnes. La hauteur maximale de stockage est de 12 mètres par rapport au niveau du sol. L'exploitant met en œuvre toutes dispositions pour éviter l'envol de poussières. A cet effet, il procède, lorsque cela est nécessaire à l'arrosage des tas de laitiers ou met en place une protection contre les envols ayant une efficacité similaire.

Après broyage et séchage, les matériaux broyés sont stockés en silos. La quantité maximale de stockage est de 7 500 tonnes.

Les matériaux et déchets non-inertes reçus sont stockés avant broyage dans un bâtiment fermé sur 3 cotés. La quantité maximale stockée est de 2 000 tonnes.

CHAPITRE 2.4 – SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHÈRE

Article 2.4.1 – Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant met en place une mesure permanente des poussières sur le conduit 1, par mesure gravimétrique normalisée. Une méthode alternative (par exemple opacimétrie) peut-être employée si l'exploitant démontre la corrélation satisfaisante avec la méthode gravimétrique, à partir d'un nombre suffisant de mesures gravimétriques d'étalonnage. La pertinence de cette corrélation est vérifiée tous les 3 ans par comparaison avec une mesure gravimétrique. Les résultats de cette comparaison sont joints à la transmission mensuelle des résultats des contrôles.

L'exploitant met en place une mesure triennale pour les oxydes d'azote pour le conduit 1.

Les résultats de ces contrôles pour le mois N sont transmis à l'inspection des installations classées avant la fin du mois N+1 accompagné de tous commentaires utiles à leur appréciation, notamment les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Article 2.4.2 – Surveillance de l’environnement

L’exploitant met en place une surveillance des concentrations et retombées de poussières en limite de site et hors du site (notamment aux niveaux des zones urbanisées proches et au niveau de la ZNIEFF 96). Cette surveillance pourra être effectuée en liaison avec la société ARCELORMITTAL FRANCE.

Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités doivent permettre de prendre en compte la contribution de l’établissement à l’ensemble des émissions diffuses.

La fréquence des mesures de concentration et bilans de retombées est adaptée aux conditions météorologiques prévisibles, en fonction des risques pour les populations riveraines et autres intérêts susceptibles d’être exposés.

Ces modalités sont soumises à l’approbation de l’inspection des installations classées dans le mois suivant le démarrage des activités.

Les résultats de ce contrôle pour le mois N sont transmis à l’inspection des installations classées avant la fin du mois N+1 accompagné de tous commentaires utiles à leur appréciation.

TITRE 3 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 3.1 – PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 3.1.1 – Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal Annuel (m³/an)
Réseau d'eau industrielle	5 000
Réseau d'eau potable public	1 000

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces relevés sont portés sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 3.2 – CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

Article 3.2.1 – Réseau de collecte

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- eaux pluviales propres ;
- eaux pluviales de voiries ;
- eaux issues des stockages (eaux de décantation) et process (éventuellement, lavage, etc.) ;
- eaux domestiques.

L'exploitant établit et tient à jour un plan des réseaux conforme à l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Les différentes catégories d'eau peuvent être regroupées pour un traitement et un rejet commun.

Les effluents générés par l'établissement sont rejetés dans le réseau d'assainissement du grand port maritime de Dunkerque (GPMD).

Article 3.2.2 – Traitement des effluents avant rejet

Les effluents domestiques sont traités par un dispositif d'assainissement autonome conforme aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 mai 1996.

Les eaux de décantation sont filtrées et ramenées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. Les eaux pluviales de voiries sont traitées par un déshuileur. Les eaux (de toute nature) subissent tout autre traitement nécessaire au respect des valeurs limites d'émissions prescrites à l'article 3.3.1 du présent arrêté.

Article 3.2.3 – Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les ouvrages de rejets respectent la convention établie avec le GPMD.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Un canal venturi adapté au débit est réputé répondre à ces spécifications.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 3.3 – LIMITATION DES REJETS

Article 3.3.1 – Caractéristiques des rejets externes

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Point de rejet unique vers le réseau d'eau pluviale du GPMD :

- pH : entre 5,5 et 8,5 ;
- Débit maximum horaire : 36 m³/h ou selon convention si inférieur.

Les valeurs limites d'émissions des eaux rejetées par le site sont listés dans le tableau ci-dessous :

Paramètre	Code SANDRE	Concentration en moyenne journalière (mg/l)
DCO	1314	125
DBO5	1313	30
MES	1305	35
Indice phénols	1440	0,3
Hydrocarbures totaux	7009	5
Cyanures totaux	1390	0,1
Sulfures libres		0,1
Fer + Aluminium	7714	5
Cadmium	1388	0,025
Thallium	2555	0,025
Arsenic	1369	0,025
Arsenic+Sélénium+Tellure		1,000
Cuivre	1392	0,150
Chrome hexavalent	1371	0,050
Chrome total	1389	0,100
Plomb	1382	0,100
Nickel	1386	0,200
Zinc	1383	0,800

Paramètre	Code SANDRE	Concentration en moyenne journalière (mg/l)
Manganèse	1394	1,000
étain	1380	2,000

La concentration maximale instantanée ne dépasse pas le double de la concentration moyenne journalière.

CHAPITRE 3.4 – CONTRÔLE DES REJETS

L'exploitant fait effectuer par un laboratoire extérieur agréé, un prélèvement des rejets du site asservi au débit sur une durée minimale de 24 heures. L'ensemble des paramètres listés à l'article 3.3.1 du présent arrêté sont analysés.

Ce contrôle est réalisé au moins une fois par trimestre. Si 4 trimestres consécutifs font apparaître des valeurs inférieures aux valeurs limites d'émissions pour l'ensemble des paramètres de contrôle peut-être réalisé annuellement, tout dépassement d'une valeur limite d'émission implique un retour à la fréquence trimestrielle.

Les résultats des contrôles sont déclarés sur l'application GIDAF (ou tout autre moyen en cas d'impossibilité d'utilisation de l'application GIDAF) avant la fin du mois suivant leur réalisation.

TITRE 4 – PROTECTION DU CADRE DE VIE

CHAPITRE 4.1 – LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

Article 4.1.1 – Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
70 dB(A)	60 dB(A)

Article 4.1.2 – Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation.

Article 4.1.3 – Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Article 4.1.4 – Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

CHAPITRE 4.2 – INSERTION PAYSAGÈRE

Article 4.2.1 – Butte paysagère

L'exploitant implante une butte paysagère en bordure ouest du site. L'emplacement de cette bordure est conforme aux plans intégrés au porter-à-connaissance 2406HSECO000059 du 14 octobre 2024. Cette butte d'une hauteur minimale de 2 mètres est végétalisée et si possible arborée.

Article 4.2.2 – Zone de protection de la biodiversité

Jusqu'à transmission d'une étude démontrant l'absence d'espèce protégée, la partie sud du site (zone hachurée sur plan en annexe) est exempte de toute activité humaine, aucune destruction ou entrave au développement n'est imposée à la flore et à la faune. Si cette zone est clôturée cette clôture doit intégrer des passes pour la micro faune. Dans la mesure du possible une continuité est assurée avec la ZNIEFF des salines.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées si cette zone venait à être considérée comme une zone de compensation écologique.

TITRE 5 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Article 5.1.1 – Désenfumage

Les bâtiments doivent disposer en partie haute des exutoires d'une surface égale à celle décrite dans le R17 assurant en cas d'incendie l'évacuation des fumées et gaz chauds. Ces dispositifs devront être à ouverture automatique doublée d'une commande manuelle facilement accessible au sol, conformément à la N.I.T 246 art 6.2.3.

En particulier, pour les bâtiments qui abritent des postes de travail sur plus de 300 m² :

- permettre l'évacuation des fumées et gaz chauds en cas d'incendie par la pose d'exutoires représentant 1 % de la superficie mesurée en projection horizontale. Ils doivent posséder une commande automatique, doublée d'une commande manuelle accessible du sol et située à proximité des issues. Ils doivent être isolés sur une distance d'1 mètre du reste de la structure par une surface réalisée en matériaux M0 ;
- les commandes manuelles, collectives, doivent être organisées par canton et situées à proximité des issues.

Article 5.1.2 – Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

L'entrée principale de l'établissement doit pouvoir être libre et accessible aux services d'intervention extérieurs à l'établissement.

Chaque installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin ou une voie-échelle si le plancher haut de l'installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

Les voies « engins » respectent les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ;
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation et la voie engin.

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

Article 5.1.3 – Mise en station des échelles

Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin.

Depuis cette voie « échelle », une échelle aérienne peut être mise en station sur une aire spécifique pour accéder à au moins toute la hauteur du bâtiment. La voie « échelle » respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ;
- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm².

Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment, occupé en permanence par des salariés, de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, sur au moins deux façades, cette voie « échelle » permet d'accéder à des ouvertures.

CHAPITRE 5.2 – MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

Le site est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur ainsi que d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours et de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.

L'exploitant dispose des moyens de secours adaptés (en termes de nature, d'organisation et de moyens) en vue de combattre les effets d'un éventuel sinistre conformes à son étude de dangers.

Le site est doté d'un réseau incendie (alimenté par le réseau du grand port maritime de Dunkerque). L'équipement de lutte contre l'incendie est composé de poteaux incendie normalisés, disposant d'un débit de 120m³/heure sous une pression de 1 bar et judicieusement répartis sur le site.

Des extincteurs de type et de capacité appropriés aux risques sont installés, à l'intérieur des installations, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique. Ils sont positionnés à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Ils sont conformes aux normes NF en ce qui concerne les classes de feu et les performances des agents extincteurs. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.

TITRE 6 – PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

CHAPITRE 6.1 – LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 6.2 – SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement. Les déchets d'emballage visés par les articles R. 543-57 à R. 543-66 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-128-1 à R. 543-131 du code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R. 543-171-1 et R. 543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-200-1 du code de l'environnement. L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

CHAPITRE 6.3 – ENTREPOSAGE DES DÉCHETS

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Code des déchets	Nature des déchets	Quantité maximale présente sur site
13 02 08 *	huiles de vidange	6 m ³
13 05 02*	boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures	1 m ³
13 08 99*	graisses maintenance	50 kg
14 06 03*	liquide de refroidissement*	0,4 m ³
15 01 04	emballages métalliques	50 fûts
15 02 02*	absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses	2 caisses palettes
15 02 03	chiffons souillés (par des substances non dangereuses)	2 caisses palettes
16 01 03	pneus	10 tonnes
16 01 07*	filtres à huile	1 m ³
16 01 99	bandes transporteuses	2 tonnes
20 01 40 ou 19 10 01	ferrailles	50 tonnes
20 03 01	D.I.B	10 m ³

La quantité de déchets (qu'ils soient listés dans le tableau précédent ou non) entreposée sur le site ne dépasse pas un an de production et en aucun cas les quantités précisées au tableau précédent (plus faible des deux valeurs).

CHAPITRE 6.4 – GESTION DES DÉCHETS REÇUS PAR L'INSTALLATION EN VU DE LEUR TRAITEMENT

Article 6.4.1 – Conception des installations

Seul le séchage et les traitements mécaniques des déchets sont autorisés.

L'encours de déchet non inertes à traiter présent sur le site à tout moment est limité à 2 000 tonnes.

Aucun déchet n'est entreposé sur le site plus de 3 ans.

Article 6.4.2 – Description des déchets entrants

Les déchets reçus sur site sont uniquement destinés à être broyés et utilisés dans la production de ciments.

La réception de déchets dangereux est interdite.

Les déchets pouvant être réceptionnés sur site sont les suivants (uniquement déchets identifiés par un code à 6 chiffres) :

	DÉSIGNATION DES DÉCHETS
10	DÉCHETS INORGANIQUES PROVENANT DES PROCÉDÉS THERMIQUES
10 01	déchets provenant de centrales électriques et autres installations de combustion (sauf chapitre 19)
10 01 01	mâchefers, scories et cendres sous chaudière (sauf cendres sous chaudière visées à la rubrique 10 01 04)
10 01 02	cendres volantes de charbon
10 01 03	cendres volantes de tourbe et de bois non traité
10 01 05	déchets solides de réactions basées sur le calcium, provenant de la désulfuration des gaz de fumée
10 01 15	mâchefers, scories et cendres sous chaudière provenant de la coïncinération autres que ceux visés à la rubrique 10 01 14
10 01 17	cendres volantes provenant de la coïncinération autres que celles visées à la rubrique 10 01 16
10 02	déchets provenant de l'industrie du fer et de l'acier
10 02 01	déchets de laitiers de hauts-fourneaux et d'aciéries
10 02 02	laitiers non traités
10 08	déchets provenant de la pyrométallurgie d'autres métaux non ferreux
10 08 04	finés et poussières
10 08 09	autres scories
10 09	déchets de fonderie de métaux ferreux
10 09 03	laitiers de four de fonderie
10 10	déchets de fonderie de métaux non ferreux
10 10 03	laitiers de four de fonderie
10 12	déchets provenant de la fabrication des produits en céramique, briques, carrelage et matériaux de construction
10 12 03	finés et poussières
10 12 08	déchets de produits en céramique, briques, carrelage et matériaux de construction (après cuisson)
10 13	déchets provenant de la fabrication de ciment, chaux et plâtre et d'articles et produits dérivés
10 13 01	déchets de préparation avant cuisson
10 13 04	déchets de calcination et d'hydratation de la chaux
10 13 06	autres finés et poussières (sauf rubriques 10 13 12 et 10 13 13)
10 13 14	déchets et boues de béton
15	EMBALLAGES ET DÉCHETS D'EMBALLAGES, ABSORBANTS, CHIFFONS D'ESSUYAGE, MATÉRIAUX FILTRANTS ET VÊTEMENTS DE PROTECTION NON SPÉCIFIÉS AILLEURS
15 01	emballages et déchets d'emballages (y compris les déchets d'emballages municipaux collectés séparément)

	DÉSIGNATION DES DÉCHETS
15 01 07	emballages en verre
16	DÉCHETS NON DÉCRITS AILLEURS DANS LA LISTE
16 01	véhicules hors d'usage de différents moyens de transport (y compris machines tous terrains) et déchets provenant du démontage de véhicules hors d'usage et de l'entretien de véhicules (sauf chapitres 13, 14, et sections 16 06 et 16 08)
16 01 20	verre
16 11	déchets de revêtements de fours et réfractaires
16 11 04	autres revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés métallurgiques non visés à la rubrique 16 11 03
16 11 06	revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés métallurgiques autres que ceux visés à la rubrique 16 11 05
17	DÉCHETS DE CONSTRUCTION ET DE DEMOLITION (Y COMPRIS DEBLAIS PROVENANT DES SITES CONTAMINÉS)
17 01	béton, briques, tuiles et céramiques
17 01 01	béton
17 01 02	briques
17 01 03	tuiles et céramiques
17 01 07	mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 01 06
17 02	bois, verre et matières plastiques
17 02 02	verre
17 05	terres (y compris déblais provenant de sites contaminés), cailloux et boues de dragage
17 05 08	ballast de voie autre que celui visé à la rubrique 17 05 07
17 06	matériaux d'isolation
17 06 04	matériaux d'isolation autres que ceux visés aux rubriques 17 06 01 et 17 06 03
17 09	autres déchets de construction et de démolition
17 09 04	déchets de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01, 17 09 02 et 17 09 03
19	DÉCHETS PROVENANT DES INSTALLATIONS DE GESTION DES DÉCHETS, DES STATIONS D'ÉPURATION, DES STATIONS D'ÉPURATION DES EAUX USÉES HORS SITE ET DE LA PRÉPARATION D'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE ET D'EAU À USAGE INDUSTRIEL
19 01	déchets de l'incinération ou de la pyrolyse des déchets
19 01 12	mâchefers autres que ceux visés à la rubrique 19 01 11
19 01 14	cendres volantes autres que celles visées à la rubrique 19 01 13
19 01 16	cendre sous chaudière autres que celles visées à la rubrique 19 01 15
19 12	déchets provenant du traitement mécanique des déchets (par exemple, tri, broyage, compactage, granulation) non spécifiés ailleurs
19 12 05	verre
19 12 09	minéraux (par exemple sable, cailloux)
19 12 12	autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets autres que ceux visés à la rubrique 19 12 11

	DÉSIGNATION DES DÉCHETS
20	DÉCHETS MUNICIPAUX (DECHETS MENAGERS ET DECHETS ASSIMILES PROVENANT DES COMMERCEs, DES INDUSTRIES ET DES ADMINISTRATIONS) Y COMPRIS LES FRACTIONS COLLECTEES SEPAREMENT
20 01	fractions collectées séparément (sauf section 15 01)
20 01 02	verre

Article 6.4.3 – Procédure d'acceptation des déchets

Article 6.4.3.1 – Information préalable

Avant réception d'un déchet, une information préalable est communiquée à l'exploitant par le déposant, indiquant notamment :

- le type et la quantité de déchets livrés ;
- la source et l'origine du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet ;
- données concernant la composition du déchet et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;
- le code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de traitement ;
- toute autre information pertinente pour caractériser le déchet.

Article 6.4.3.2 – Analyses préalables

Avant chaque première livraison d'un lot de déchet (identifié par un code déchet, un mode de production et un producteur uniques). L'exploitant réalise ou fait réaliser un essai de lixiviation sur un échantillon représentatif et une analyse de la composition des déchets.

Les résultats des analyses sont conservés 10 ans et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Sont interdits sur le site tout déchet ne respectant pas les critères d'admissions en ISDND (classe 2) repris ci-dessous.

Pour le test de lixiviation normalisé NF EN 12457-2 ratio L/S = 10l/kg :

Paramètre	Matière sèche en mg/kg
As	2
Ba	100
Cd	1
Cr (total)	10
Cu	50
Hg	0,2
Mo	10
Ni	10

Paramètre	Matière sèche en mg/kg
Pb	10
Sb	0,7
Se	0,5
Zn	50
Chlorures	15000
Fluorures	150
Sulfates	20000
Indice Phénols	10
COT sur éluat	800
Fraction soluble	60000

Pour le test de composition :

Paramètre	mg/kg de déchet sec
COT (Carbone Organique total)	50000
BTEX (Benzène, toluène, éthylbenzène, xylènes)	30
PCB	50
Hydrocarbures	5000
HAP	100

En outre l'exploitant recherchera et quantifiera tout composé dangereux potentiellement présent compte tenu de la provenance du déchet et/ou de son mode de production et a minima les métaux lourds suivants : As ; Cr ; Pb ; Hg ; Cd ; TI ; Se ; Te.

Article 6.4.3.3 – Certificat d'acceptation de déchets

L'exploitant se prononce au vu des informations communiquées par le producteur ou le détenteur et sur la base des analyses réalisées, sur sa capacité à accepter le déchet en question dans les conditions fixées par le présent arrêté. Il délivre à cet effet soit un certificat d'acceptation préalable, soit un avis de refus de prise en charge.

Le certificat d'acceptation préalable consigne les informations contenues dans l'information préalable à l'admission et les résultats des analyses.

Un déchet ne peut être admis dans l'installation qu'après délivrance par l'exploitant au producteur d'un certificat d'acceptation préalable. Cette acceptation préalable a une validité d'un an. L'ensemble des acceptations préalables adressées pour les déchets admis sur un site fait l'objet d'un registre chronologique détaillé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées.

Article 6.4.3.4 – Contrôle d'admission

Toute livraison de déchets fait l'objet d'au moins tous les contrôles suivants à l'entrée du site :

- vérification de l'existence d'un certificat d'acceptation préalable ;
- vérification de la conformité au certificat d'acceptation préalable ;
- nature, quantité (pesée), origine ;
- vérification de la compatibilité avec les déchets déjà stockés ;
- contrôle visuel à l'entrée ou au déchargement ;
- renseignement du registre des déchets entrants.

Article 6.4.4 – Analyses périodiques

Chaque mois ou toutes les 1500 tonnes reçues (premier des deux critères atteints) pour chaque lot de déchet non inerte (identifié par un code déchet, un mode de production et un producteur uniques), l'exploitant réalise ou fait réaliser par un laboratoire indépendant les analyses prévues à l'article 6.4.3.2 du présent arrêté.

Sous réserve d'une composition stable (constaté sur au moins 6 analyses sur une période d'au moins 10 mois), les déchets dont le certificat d'acceptation préalable est émis moins de 6 mois après l'expiration d'un précédent certificat d'acceptation préalable sont exemptés d'analyses périodiques.

Tout résultat d'analyse non conforme est immédiatement porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

Aucun déchet n'est broyé avant obtention des résultats des analyses prévues par le présent article.

En cas d'admission sur le site d'un déchet interdit celui-ci est confiné et évacué vers une filière adaptée ou retourné à son producteur dans les meilleurs délais.

L'installation est équipée d'un moyen de pesée à l'entrée du site et chaque apport de déchets fait l'objet d'un mesurage.

Un contrôle visuel du type de déchets reçus est réalisé sur chaque livraison afin de vérifier leur conformité avec les informations préalablement délivrées.

Article 6.4.5 – Registre des déchets entrants

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés tous les déchets reçus sur le site. Pour chaque chargement, le registre des déchets entrants contient les informations suivantes :

- la date de réception ;
- le nom et l'adresse du détenteur des déchets ;
- la nature et la quantité de chaque déchet reçu (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- l'opération subie par les déchets dans l'installation ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets.

TITRE 7 – CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES

CHAPITRE 7.1 – CONDITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À LA RUBRIQUE 2515 :

L'article 57 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement n'est pas applicable. Les prescriptions de l'article 2.4.2 du présent arrêté encadrent la surveillance mentionnée à cet article.

CHAPITRE 7.2 – CANALISATION D'HYDROGÈNE

Une servitude liée à la présence d'une canalisation d'hydrogène Air Liquide existe sur le site. L'exploitant est tenu de se rapprocher de la société exploitante de la canalisation, afin de définir les dispositions particulières à mettre en place concernant :

- les opérations liées à la phase chantier ;
- l'implantation des différentes unités, voiries et aires de stockage ;
- les opérations liées à l'exploitation des installations à proximité de la canalisation.

Ces dispositions font l'objet d'un document écrit. Le document est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Une copie du document est transmise à la société exploitante de la canalisation.

Tous travaux ou modification prévus à proximité de la canalisation d'hydrogène doivent faire l'objet d'une demande auprès de la société exploitante de la canalisation.

CHAPITRE 7.3 – MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les actes antérieurs sont ainsi modifiés :

Date	Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles modifiées	Nature des modifications
9 décembre 2003	Arrêté préfectoral accordant à la société CIMENT DES FLANDRES l'autorisation de mettre en place deux unités de broyage et de séchage de laitiers et de clinkers sur le territoire des communes de DUNKERQUE et de SAINT-POL-SUR MER	Tout l'arrêté à l'exception de l'article 1	abrogation
2 juin 2008	Arrêté préfectoral imposant à la société HOLCIM FRANCE des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé sur le territoire des communes de SAINT-POL-SUR-MER et DUNKERQUE	Tout l'arrêté	abrogation
23 juin 2011	Arrêté préfectoral imposant à la société HOLCIM FRANCE des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à SAINT-POL-SUR-MER	Tout l'arrêté	abrogation

TITRE 8 – SANCTIONS, VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS, DÉCISION ET NOTIFICATION

Article 8.1.1 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 8.1.2 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif **dans un délai de deux mois** à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DÉFENSE Cedex.

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet des éventuels recours gracieux ou hiérarchique.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, **dans un délai de deux mois** à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé deux mois par l'administration ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par le code de l'environnement, **dans un délai de deux mois** à compter de :

- a) l'affichage en mairie ;
- b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 8.1.3 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de DUNKERQUE ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de DUNKERQUE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2025>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le 14 OCT. 2025
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO



Annexe : Plan de l'installation

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général Adjoint

Guillaume AFONSO

Annexe : Plan de l'installation

VU POUR ETRE ANNEXE
à mon acte en date du 14^e OCT. 2025

